



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 17 février 2025

Faits saillants

- **Croissance assez faible en 2024 (+0,8% hors événements sportifs) malgré un rebond au T4**
- **Négociations UE-Suisse : le Conseil fédéral donne des éléments de calendrier avec le paraphe des textes annoncé pour le mois de mai**
- **Annonces US : les réactions des autorités restent prudentes et ouvertes au dialogue**

LES CHIFFRES À RETENIR

| | Au 20/02 | Var. vs 13/02 |
|----------|----------|---------------|
| EUR/CHF | 0,9415 | - 0,5 % |
| USD/CHF | 0,9022 | - 0,6 % |
| SMI | 12 808 | - 1,1 % |
| Taux 10a | 0,536 % | + 14 pb |

Macroéconomie

Croissance : Selon l'estimation préliminaire du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), la croissance économique de la Suisse a légèrement accéléré à +0,4 % au 4^{ème} trimestre (en rythme trimestriel, corrigé des variations saisonnières et des événements sportifs) après +0,2 % au 3^{ème} trimestre. Dans l'ensemble, le secteur industriel a connu une progression modérée, soutenue essentiellement par l'industrie chimique et pharmaceutique. De son côté, le secteur des services a enregistré une croissance inférieure à sa moyenne historique. Avec cette donnée préliminaire, le SECO estime que la Suisse a enregistré une croissance de son PIB plutôt faible sur l'ensemble de 2024, à +0,8 % (toujours désaisonnalisé et corrigé des événements sportifs), en-deçà du +1,2 % affiché en 2023 et a *fortiori* de sa moyenne de long terme de +1,8 %.

Emploi : Selon l'office fédéral de la statistique, la Suisse comptait 5,4 millions d'actifs occupés au 4^{ème} trimestre 2024, correspondant à une progression de +0,6 % en glissement annuel. La hausse du nombre d'actifs a uniquement été soutenue pour les travailleurs étrangers, tandis que le nombre d'actifs a diminué chez les personnes de nationalité suisse. En parallèle, le taux de chômage au sens du BIT s'est légèrement accru à 4,4%, soit 224 000 personnes (contre 4,0 % un an plus tôt). Le taux de chômage a en particulier progressé chez les jeunes (de 15 à 24 ans), passant de 7,4 % à 8,3 % entre le 4^{ème} trimestre 2023 et le 4^{ème} trimestre 2024. Le chômage a très peu augmenté chez les personnes de nationalité suisse (passant de 3,0% à 3,1% sur un an) alors qu'il est passé de 6,5% à 7,4% chez celles de nationalité étrangère.

Immigration : En 2024, l'immigration nette de personnes étrangères en Suisse a diminué, une première depuis plusieurs années : elle s'est établie à 83 392 personnes, selon le Secrétariat d'Etat aux migrations, soit un recul de 15,6 % par rapport à l'année précédente. Plus précisément, environ 170 600 personnes ont immigré en Suisse (en baisse de 6% par rapport à 2023), dont environ 120 000 viennent des pays de l'UE/AELE. En outre, un peu moins de 79 000 ressortissants étrangers ont quitté le pays (en hausse de 4,8%). Au total, fin 2024, 2,36 millions d'étrangers vivaient en Suisse. La population étrangère la plus importante est d'origine italienne (346 981 personnes), suivie des communautés allemande (332 132), portugaise (263 028) et française (173 353). Depuis l'introduction

en 2002 de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE/AELE, l'emploi demeure, de loin, le principal motif d'immigration.

Réactions suisses aux annonces américaines : Les réactions des autorités aux annonces américaines restent jusqu'ici assez prudentes, reflétant une volonté de dialogue avec les autorités américaines, comme l'illustrent les récentes déclarations de la présidente de la Confédération pour 2025, Karin Keller Sutter, qui a fait part de son soutien au discours du vice-président américain J.D Vance à la Conférence de Munich et salué l'initiative de paix en Ukraine des Etats-Unis. Pour le Conseiller fédéral à l'économie, Guy Parmelin, la présidence Trump pourrait même être l'occasion de relancer le projet d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Selon lui, les principaux risques porteraient surtout sur un possible conflit commercial entre les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne. Cette position pragmatique s'explique notamment par l'importance du marché américain pour un grand nombre d'entreprises suisses (1^{er} marché d'exportation en particulier pour le secteur pharmaceutique).

De leur côté, les milieux économiques (tout particulièrement les PME et ETI) se montrent néanmoins inquiets, en particulier des secteurs d'activité tels la pharmacie et le luxe qui représentent les plus forts excédents sectoriels bilatéraux. À l'inverse, les grandes entreprises implantées aux Etats-Unis y voient des opportunités (dérégulation, baisse de la fiscalité). Le retrait de la Suisse de la liste des Etats autorisés à importer des puces informatiques américaines, annoncé par l'administration Biden quelques jours avant l'investiture de D. Trump, est aussi une source d'inquiétude pour le pays.

Négociations UE-Suisse

Négociations UE-Suisse (1) : Le Conseil fédéral [a fait le point sur les travaux visant à finaliser les accords trouvés en décembre dernier \(« Bilatérales III »\)](#) avec l'Union européenne (UE), notamment en ce qui concerne l'accord sur la participation de la Suisse aux programmes de l'UE (paquet Horizon). Après la conclusion des négociations fin 2024, les textes des accords sont en cours de vérification juridique et formelle, avec un paraphe prévu en mai 2025. La consultation publique sur le paquet global devrait ensuite débiter avant l'été 2025. De son côté, la Commission européenne a rappelé, par le biais de son négociateur en chef, que les accords avec la Suisse correspondaient à un paquet unique. Un rappel à dessein alors que les autorités suisses envisagent de diviser le paquet en plusieurs tranches pour faciliter son approbation. Pour la Commission, les accords entreront en vigueur une fois ratifiés par les deux parties, rappelant que des solutions provisoires, telle celle pour Horizon Europe, prendraient fin en cas de non-ratification. La signature des accords avec la Commission et la présentation du paquet par le Conseil fédéral au Parlement pour approbation sont à ce stade prévues pour le premier trimestre 2026.

Négociations UE-Suisse (2) : Au plan domestique suisse, les partenaires sociaux auraient trouvé un accord sur la « protection des salaires » en lien avec les nouveaux accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE), selon le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). L'« entente commune » repose sur [13 mesures](#) visant à réguler la venue d'entreprises européennes pour des prestations en Suisse, notamment les conditions de travail de leurs collaborateurs détachés. Pour le SECO, ces mesures de politique intérieure i) compensent directement des concessions accordées à l'UE, ii) répondent à la crainte de voir disparaître la possibilité d'interdire à des entreprises d'offrir leurs services en Suisse à titre de sanction, et iii) s'imposent parce qu'aucune exception n'a pu être obtenue sur un point particulier lors des négociations avec l'UE, à savoir la reprise de la réglementation sur les frais (cf. [Veille économique et financière du 20 décembre au 10 janvier](#)). Alors que les mesures doivent être finalisées par le SECO avec les partenaires sociaux d'ici à fin mars, les syndicats maintiennent la pression ; selon Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse, leur soutien aux nouveaux accords bilatéraux, notamment en vue d'une votation populaire, dépendra des « garanties » internes obtenues, puis du résultat des consultations et du travail parlementaire. Par ailleurs, le Conseil fédéral a adopté le 19 février un projet sur la clause de sauvegarde négociée avec l'UE en matière migratoire mais sans le rendre public à ce stade et peu de détails ont été donnés. Un système d'indicateurs économiques serait envisagé pour déclencher son activation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY